

# POLITIQUE

## Le débat au Parti socialiste

### La rigueur contre les polémiques

*Suite de la première page*

C'est en fonction de ces données que se prépare le congrès du Parti socialiste. Solidaire du gouvernement de Michel Rocard et signataire de la motion de Laurent Fabius, je retiens de l'exemple de François Mitterrand qu'il faut voir loin pour voir juste. On l'a constaté en 1971 et en 1979.

En 1971, il fallait recréer un Parti socialiste apte à rassembler l'électorat populaire dont la neutralisation partielle par le Parti communiste assurait le maintien au pouvoir des conservateurs. « *Nous sommes là pour trente ans* », prophétisait Alain Peyrefitte. Je me souviens du message de reconquête lancé par François Mitterrand en juin 1971. Il est plus que jamais d'actualité. Que disait-il ? Il appelait le Parti socialiste à être « soi-même » pour rassembler les déçus du socialisme, du communisme, du gauchisme et du christianisme social. Il voyait loin et il voyait juste.

Le succès fut tel que, en 1974, tous les socialistes se retrouvèrent

dans la même formation politique. Le doute n'était plus permis, le renouveau du socialisme lui ouvrait les portes du pouvoir. Le Parti socialiste débattait, les idées s'entrechoquaient, la synthèse s'opérait entre l'expérience et l'imagination. Un programme commun était conclu avec le Parti communiste sur la base du socialisme démocratique. C'est à cette prospective unitaire, lucide et déterminée, seule susceptible de remettre en cause les dogmes staliniens et léninistes, que l'on doit la place déterminante occupée depuis par le Parti socialiste sur la scène politique française.

#### La capacité de gouverner

On connaît les aléas qui suivirent. La direction du Parti communiste déchira en 1977 le pacte de la gauche lors de l'actualisation du programme commun, préférant déjà le repli sur soi à l'exercice redouté du pouvoir. L'heure de la perestroïka n'avait pas sonné à Moscou, encore moins à Paris, ce

fut l'échec de 1978. Il suffisait de tenir bon. C'est ce que fit le congrès de Metz, et c'est ainsi que furent préservées les conditions d'une accession de la gauche à la présidence de la République en la personne de François Mitterrand, garant de l'union des forces populaires sans laquelle l'alternance n'eût pas été possible.

Depuis, les socialistes ont assumé la responsabilité du gouvernement, sauf entre 1986 et 1988. Les communistes ont réintégré la communauté nationale en 1981. Pour un temps seulement, ce qui explique la crise grave que traverse le PC. En 1988, la réélection de François Mitterrand a assuré à la gauche la durée qui lui avait si souvent manqué dans le passé. Après Pierre Mauroy, Laurent Fabius et Michel Rocard ont démontré, chacun dans un contexte international différent qui rend vaines les comparaisons chiffrées, la capacité des socialistes à gouverner.

Nul ne conteste les conquêtes sociales réalisées, la retraite à soixante ans, les lois Auroux, la démocratisation du secteur public, le revenu minimum d'insertion, la sauvegarde de la Sécurité sociale. Nul ne nie le redressement économique auquel les socialistes ont contribué en modernisant l'industrie et les circuits financiers. Sur les places internationales, le franc n'est plus objet de dérision. Au contraire, notre détermination a fini par convaincre les sceptiques que l'on ne construit pas une économie puissante sur une monnaie

fondante. D'où vient alors le doute que l'on constate dans nos rangs ? Cette interrogation est réelle et je conjure tous les dirigeants du PS, dont je suis l'ami, de n'y voir aucune mise en cause particulière. Nous sommes tous responsables du piétinement de nos forces et du tassement de notre électorat dont une partie vote « Vert ». Nous sommes tous responsables des dissonances observées entre l'action du gouvernement et les appréciations du parti. J'ai pu en juger par moi-même : gardons-nous des polémiques personnelles et des procès faciles. La rigueur de la pensée est aussi nécessaire que la rigueur de la gestion.

Les formations politiques sont des corps vivants. Elles ont besoin d'être régénérées périodiquement. Pour qu'elles jouent pleinement leur rôle, elles se doivent d'être des animateurs d'idées. Les phénomènes sociaux couvent lentement. Je prendrai l'exemple de l'écologie qui surgit d'un besoin, celui d'un environnement humain, et d'une inquiétude, celle d'une détérioration inexorable de nos équilibres naturels. Il faut du temps pour lui apporter une réponse politique qui concilie à la fois le progrès social, le progrès économique et la préservation de notre univers. A toutes les époques, il en a été ainsi. Autre exemple, l'idée d'autogestion. Expression du refus d'une hiérarchie trop centralisée, elle a donné naissance bien plus tard à la décentralisation et aux lois

Auroux. Il faut du temps ; encore convient-il d'avoir l'intuition du mouvement de l'histoire. Voilà pourquoi le PS doit être le reflet de tout ce qui bouge dans la société, sans craindre les contradictions et les incertitudes qui accompagnent toute évolution.

J'en viens à la réduction des inégalités, c'est-à-dire à un meilleur partage des fruits de la croissance. Celle-ci est encore fragile. Elle décline en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis. La crise de l'endettement du tiers-monde la menace toujours. A côté de cela, les événements de l'Est et les efforts accomplis pour une plus grande stabilité monétaire internationale ouvrent des perspectives plus souriantes.

Quoi qu'il en soit de l'environnement mondial, en économie ouverte, la priorité numéro un pour la France est de maintenir une croissance économique soutenue. Il n'est donc pas question de prendre le risque de la casser. J'ajoute, pour les bonnes âmes, qu'il est plus aisé de mieux répartir quand on produit plus. Cette donnée étant acquise, il est évident que nous devons tenir le plus grand compte des impatiences sociales que le retour à la croissance suscite. C'est pourquoi j'ai avancé l'idée d'un partage en trois tiers des fruits de la croissance : un tiers pour l'investissement des entreprises, un tiers pour l'emploi et les dépenses d'avenir, un tiers pour les gains de pouvoir d'achat. Le premier ministre l'a intégrée dans le « *pacte de croissance* » qui s'apparente au contrat imaginé par Jean Poperen. Autour de ces idées, la discussion peut s'organiser.

Un partage de la valeur ajoutée favorable aux entreprises est largement accepté par nos compatriotes dès lors qu'ils en voient la contrepartie concrète en termes d'emploi et d'investissements. Ce formidable progrès dans la compréhension des phénomènes économiques, la réconciliation des citoyens avec les entreprises, sont des acquis essentiels du premier septennat de François Mitterrand.

### **Les trois tiers**

Confrontées à une concurrence très âpre, les entreprises françaises ont besoin d'investir massivement pour créer de nouvelles capacités de production et moderniser les installations existantes. Un tiers au moins du surplus généré par la croissance doit aller à l'investissement productif. Pour une croissance du PIB marchand de 3 %, cela correspond à une augmentation d'environ 8 % à 10 % en volume des investissements productifs qui ont atteint 650 millions de francs l'an dernier.

Le deuxième tiers des fruits de la croissance doit aller à l'emploi. Cela représente un peu plus de 50 milliards de francs, ce qui signifie une progression de 1 % de l'emploi total et de 1,5 % des effectifs du secteur privé. Un tel effort a conduit à la création de 250 000 emplois en 1988 et de plus de 300 000 en 1989.

Les choix faits en matière de dépenses publiques visent le même objectif : favoriser les emplois de demain. Les dépenses d'avenir font l'objet d'un effort considérable dans le budget de 1990 : elles

se sont accrues de 21 milliards de francs (+ 8,2 % pour l'éducation nationale, + 7 % pour la recherche).

La priorité donnée à l'emploi entraîne une dépense budgétaire importante contre le chômage d'exclusion et en faveur de la formation professionnelle, secteur où beaucoup d'initiatives intelligentes sont mises en œuvre par Jean-Pierre Soisson et André Laignel.

Le troisième tiers du surplus de croissance doit servir à améliorer le pouvoir d'achat à travers les augmentations générales et individuelles des rémunérations. C'est à nouveau une enveloppe de plus de 50 milliards de francs qui doit lui être affectée, soit 1 % du PIB, qui autorise une augmentation en valeur réelle de 1,5 % du salaire brut moyen.

L'Etat, en sa qualité d'employeur, a appliqué, pour sa part et même au-delà, cette règle de répartition des fruits de la croissance. En effet, la rémunération moyenne des personnels en place dans la fonction publique a progressé en pouvoir d'achat de plus de 2 % l'an en 1988-1989.

### **La réforme de la fiscalité**

Est-ce assez ? Comment répondre à cette question ? Ce n'est jamais assez, ni pour les uns ni pour les autres, mais est-il possible de faire plus immédiatement ?

Chacun sait qu'une hausse excessive des coûts de la main-d'œuvre renchérirait les prix de nos productions et compromettrait le redressement opéré. A plus ou moins long terme, nous en subirions les conséquences. Il nous faudrait resserrer la demande avec son effet négatif qui s'appelle un plan de rigueur. On a déjà connu cela en 1976 et 1983, je préfère ne pas y être contraint.

Réduire les inégalités sociales est une tâche journalière qu'il faut sans cesse remettre sur le métier.

Retenons que la réforme de la fiscalité doit être un élément décisif de notre politique sociale. J'entends déjà de nombreuses suggestions. Écoutons-les avec intérêt. Déjà des contradictions apparaissent. Faut-il réduire l'impôt sur les hauts revenus, au risque d'aggraver les inégalités, et alourdir ceux qui pèsent sur le patrimoine, au risque de décourager l'épargne ? Je suis ouvert à la discussion, convaincu qu'il s'agit d'une matière sensible où l'improvisation n'est pas de mise.

Ecologie, immigration, désarmement, inégalités (ma liste n'est pas exhaustive), ayons l'audace du choc des propositions, fussent-elles en avance sur l'état de l'opinion. Lieu des controverses sur le fond, provocateur d'idées et unitaire dans l'action, voilà ce que je souhaite pour le PS. Qui peut le mieux créer le mouvement ? Le congrès de Rennes le dira. Pour ma part, je fais confiance à Laurent Fabius. Avec d'autres, il peut être le fédérateur des temps nouveaux. Il faut voir loin pour voir juste.

**PIERRE BÉRÉGOVOY**